NATIONS UNIES
Assemblée générale

QUARANTE-CINQUIÈME SESSION

Documents officiels

COMMISSION POLITIQUE SPECIALE
5e séance
tenue le
lundi 29 octobre 1990
à 10 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 5e SEANCE

Président : M. KARUKUBIRO-KAMUNANWIRE (Ouganda)

SOMMAIRE

POINT 76 DE L'ORDRE DU JOUR : QUESTION DE LA COMPOSITION DES ORGANES PERTINENTS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

POINT 74 DE L'ORDRE DU JOUR : OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT

Le présent compte rendu est sujet à rectifications

Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

**Distr. GENERALE
A/SPC/45/SR.5
20 novembre 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS**

La séance est ouverte à 10 h 30.

POINT 78 DE L'ORDRE DU JOUR : QUESTION DE LA COMPOSITION DES ORGANES PERTINENTS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

1. Le **PRESIDENT**, notant qu'aucune délégation ne souhaite prendre la parole sur le point 78 de l'ordre du jour, dit qu'en l'absence d'objections il considérera que la Commission souhaite recommander que l'Assemblée générale inscrive cette question à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-sixième session.

2. Il en est ainsi décidé.

POINT 74 DE L'ORDRE DU JOUR : OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT (A/45/13 et Add.1, A/45/74-S/21068, A/45/382, 429, 463 à 466, 530, 641, 645, 646; A/SPC/45/L.5)

3. **M. GIACOMELLI** [Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA)] présente le rapport publié sous la cote A/45/13 et Add.1 qui rend compte des épreuves qu'ont encore connues, au cours de l'année écoulée, les centaines de milliers de réfugiés de Palestine. Attirant l'attention sur les préoccupations les plus urgentes de l'Office, il indique qu'au cours de l'été l'Office a pu rétablir à Beyrouth l'ensemble des activités de son bureau régional au Liban. Cette décision prouve que l'Office a bon espoir de voir la situation au Liban se normaliser rapidement et qu'il entend ainsi manifester son soutien aux changements positifs intervenus récemment. Il est, toutefois, très difficile de continuer à exécuter les programmes de l'Office et à en assurer la supervision du fait que l'insécurité entrave sérieusement la mobilité du personnel, et en particulier celle des fonctionnaires recrutés sur le plan international.

4. Dans le territoire occupé par Israël, cette combinaison explosive de pressions, d'espoirs et de frustrations s'intensifie. Les pertes en vies humaines, les arrestations et les incarcérations, les difficultés économiques croissantes et l'agitation sociale ont, pour toile de fond, ce que les Palestiniens perçoivent comme une impasse politique intolérable. Depuis le 30 juin 1990, fin de la période sur laquelle porte le rapport à l'étude examinée, une série d'incidents a suscité de vives inquiétudes. Le meurtre d'un soldat de réserve israélien en septembre au camp de Bureij, puis le massacre de 21 Palestiniens par la police israélienne le 8 octobre à Jérusalem, plus une centaine d'autres personnes blessées ont été particulièrement ressentis par les Palestiniens car ils ont été suivis de mesures autres que celles dont les médias se sont fait l'écho. Par exemple, au cours du mois qui a précédé le 21 octobre 1990, les Israéliens ont imposé 183 jours de couvre-feu sur la Rive occidentale et 156 à Gaza. Rien qu'au cours du mois de septembre, près de 1 000 journées d'enseignement ont été perdues dans les écoles de la Rive occidentale et près de 1 300 dans la bande de Gaza. Ces événements viennent tristement nous rappeler que rien n'a encore été fait pour s'attaquer aux causes profondes de l'Intifada.

5. L'UNRWA a continué de se heurter aux difficultés imposées par les autorités israéliennes, souvent en violation des privilèges et immunités de l'Office, en

(M. Giacomelli)

assurant la fourniture de secours d'urgence et l'exécution de ses programmes ordinaires dans le territoire occupé. Certains fonctionnaires de l'Office, les conducteurs d'ambulance et le personnel médical notamment, ont été harcelés, battus et emprisonnés, dans l'exercice de leurs fonctions. Les autorités israéliennes ont multiplié les difficultés d'accès des fonctionnaires aux camps et aux installations de l'Office. Elles ont également continué à exiger que l'Office divulgue des renseignements sur les personnes traitées dans les centres de santé, ce qu'il a refusé de faire.

6. Au cours de l'année écoulée, les violations des locaux des centres de santé ont été nombreuses et leurs auteurs ont molesté le personnel et dispersé les dossiers. Les autorités se sont montrées abusivement procédurières et ont fait obstacle aux activités de construction en imposant notamment de nouvelles mesures bureaucratiques complexes, ce qui a eu pour effet d'arrêter pratiquement tous les projets de construction urgents. Le Commissaire général a fait savoir aux hauts fonctionnaires israéliens lors de sa dernière visite que si l'UNRWA était toujours prêt à coordonner ses activités avec les autorités, l'Office ne pouvait cependant pas céder aux pressions et que sa coopération était limitée par la nécessité de préserver son indépendance et son caractère international.

7. Passant à la crise du Golfe, le Commissaire dit que l'Office, en collaboration avec le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe et d'autres institutions, a fourni des abris temporaires, des équipes médicales, des denrées alimentaires et un appui logistique à la Jordanie. L'Office est prêt à octroyer une aide, sur une base remboursable, de façon à ne pas utiliser les fonds destinés aux populations qu'il doit secourir. En fait, les Palestiniens ont été les plus nombreux à fuir la zone de conflit, et l'Office se doit donc d'assurer secours et services à un plus grand nombre de personnes. L'UNRWA a pu, par exemple, ouvrir ses écoles à 3 000 enfants supplémentaires mais n'est plus en mesure de faire face à un tel accroissement des besoins.

8. Les événements dans le Golfe ont eu des répercussions aussi graves pour les Palestiniens que pour n'importe quelle autre communauté de la région. Dans le seul territoire occupé, le manque à gagner se situerait entre 120 et 150 millions de dollars par an. L'Office se préoccupe également du fait que les Palestiniens semblent avoir des difficultés à obtenir des visas, des permis de travail et des permis d'études, ce qui entrave leur mobilité et les prive de revenus qu'ils pourraient gagner dans les pays leur offrant traditionnellement des emplois et des moyens d'enseignement. Bien que la plupart des Palestiniens soient des réfugiés, ils font partie intégrante de la réalité régionale et doivent recevoir la part qui leur est due des ressources allouées.

9. L'Office est en mesure de financer les éléments essentiels de son programme ordinaire de 1990, mais les ressources nécessaires au financement du Fonds pour les mesures spéciales en faveur du Liban et des territoires occupés sont insuffisantes. Pour assurer la poursuite des programmes jusqu'à la fin de l'année, le Commissaire général a dû réaffecter des ressources du Fonds général. L'Office va devoir trouver les fonds nécessaires pour financer les besoins du programme ordinaire, ce qui correspond à une augmentation de 5 % par rapport à 1990 afin d'assurer les besoins d'un nombre accru de bénéficiaires et des dépenses de

(M. Giacomelli)

fonctionnement plus élevées, tout en recherchant activement un financement spécial pour le programme d'urgence. L'Office aura peut-être bientôt à décider s'il doit supprimer le programme de secours d'urgence ou faire des coupes dans son programme ordinaire, dont le financement n'est en aucune façon assuré au moment même où les besoins ne font que croître.

10. L'instabilité de la situation au Moyen-Orient avive encore les craintes du Commissaire général quant aux perspectives financières de l'Office pour 1991. Les décideurs et les dirigeants politiques doivent choisir entre la guerre et la réconciliation, le soutien d'alliés de toujours ou la conclusion de nouvelles alliances, tandis que l'on assiste à un bouleversement des sympathies nationales et politiques. On risque de voir l'aide humanitaire mesurée à l'aune seule des sympathies politiques à court terme. Si les contributions versées ne permettent pas de fournir les secours d'urgence et de financer le programme ordinaire, cela équivaldra pratiquement à abandonner les réfugiés à leur sort et c'est sûrement de cette façon qu'ils percevraient la situation. Une telle action serait inexcusable sur le plan humanitaire et préjudiciable sur le plan politique vu les circonstances actuelles.

11. M. BERGH JOHANSEN (Norvège), prenant la parole en tant que rapporteur du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, et présentant le rapport (A/45/645), dit que conformément à son mandat aux termes de la résolution 44/47 B de l'Assemblée générale, le Groupe de travail a poursuivi ses efforts pour assurer le financement de l'Office. Le Contrôleur de l'Office a informé le Groupe de travail de la situation financière actuelle et des besoins pour 1991 et les conclusions figurant à la section IV du rapport sont fondées sur ces données.

12. Le Groupe de travail a noté avec satisfaction que l'Office a bénéficié d'un financement suffisant pour assurer l'essentiel de son programme ordinaire pour 1990. Il s'inquiète toutefois de constater que les fonds destinés au programme de construction demeurent très insuffisants. Ces difficultés de financement des programmes d'urgence exécutés dans les territoires occupés sont également préoccupantes, aussi le Groupe a-t-il instamment prié les gouvernements de verser des contributions généreuses en réponse à l'appel spécial lancé récemment par le Commissaire général.

13. Le Groupe de travail partage les craintes du Commissaire général en ce qui concerne les perspectives de financement pour 1991. Les dépenses au titre du programme ordinaire augmenteront sans doute à nouveau de 5 % si l'on veut répondre aux besoins d'un nombre accru de bénéficiaires, notamment d'écoliers, et faire face aux hausses inévitables des prix et des salaires du personnel. Il s'inquiète en particulier de l'absence complète de financement des programmes d'urgence en 1991. Si ces programmes devaient être supprimés, cela risquerait d'avoir de fâcheuses conséquences d'ordre humanitaire et politique.

14. En conclusion, le représentant de la Norvège appelle l'attention sur les recommandations du Groupe de travail énoncées au paragraphe 18 du rapport.

15. **M. SALAH** (Jordanie) déplore que la précarité de la situation financière contraigne l'Office à réduire des services fournis aux réfugiés palestiniens. Au 11 septembre 1990, il manquait à l'Office près de 12 millions de dollars pour assurer le maintien des programmes d'urgence à leur niveau actuel jusqu'à la fin de 1990, alors qu'aucune indication spécifique d'engagement n'a été encore reçue pour 1991.

16. L'Office a été créé à l'origine pour s'occuper d'un problème que l'on estimait pouvoir résoudre rapidement. Or, non seulement ce problème subsiste, mais il a pris des proportions encore plus alarmantes, et l'Office a donc dû continuer à s'acquitter des fonctions que lui avait confiées l'Assemblée générale. S'il importe que les services fournis par l'Office correspondent aux besoins des réfugiés palestiniens dont le nombre ne fera que croître au fil des ans tant que le problème n'aura pas été réglé, l'aide ainsi fournie ne saurait en aucune façon constituer une solution.

17. En refusant d'appliquer la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale qui reconnaît aux réfugiés le droit de rentrer dans leurs foyers et de recevoir des indemnités à titre de compensation, Israël est directement responsable d'un problème que son attitude n'a fait qu'aggraver et prolonger. Le problème des réfugiés palestiniens est une conséquence directe de la situation créée en Palestine il y a plus de 40 ans par la communauté internationale, par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies. La persistance du problème est largement due au fait que la communauté internationale n'a pu convaincre Israël de respecter les dispositions de la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale et des autres résolutions touchant la nécessité de parvenir à un règlement pacifique, global, juste et durable qui rétablirait les droits légitimes des Palestiniens. La communauté internationale doit donc continuer à assumer la responsabilité morale qui est la sienne envers les réfugiés palestiniens jusqu'à ce que le problème soit résolu.

18. Élément d'un problème politique complexe, la question des réfugiés palestiniens est également un problème humanitaire unique et douloureux. Les services que l'UNRWA fournit aux réfugiés, bien que limités, permettent de satisfaire leurs besoins essentiels et doivent être considérés comme un devoir humanitaire que tous les membres de la communauté internationale doivent assumer afin d'atténuer les conséquences de cet état de choses dans l'attente d'une solution définitive.

19. Les pays arabes assument un lourd fardeau pour venir en aide aux réfugiés palestiniens qu'ils ont accueillis. La Jordanie dispense toute une gamme de services et les réfugiés palestiniens résidant sur son territoire (plus de 929 000), qui constituent la population de réfugiés la plus élevée des cinq zones d'activité de l'Office, sont traités de la même manière que les citoyens jordaniens et ont les mêmes droits et devoirs.

20. Au cours de la période examinée, l'Office a fonctionné dans des circonstances exceptionnellement difficiles dans trois de ces zones, nommément la Rive occidentale, la bande de Gaza et le Liban. En raison de la poursuite de l'Intifada dans le territoire palestinien occupé, l'Office a vu ses services mis à rude

(M. Salah, Jordanie)

épreuve et a dû faire face à de nombreux problèmes à la suite des mesures prises par Israël contre l'Office lui-même. Israël n'a pas cessé de violer les privilèges et immunités de l'UNRWA et a cherché à exercer graduellement un contrôle sur ses opérations. Dans la bande de Gaza, on a enregistré 555 violations de locaux de l'Office et plus de 22 en ce qui concerne les centres de santé dans le seul mois de juin 1990.

21. Plus de 23 000 blessés ont été signalés, parmi lesquels 18 000 étaient des réfugiés en raison du recours constant à la violence par les forces d'occupation israéliennes. Les autorités israéliennes ont également continué à interrompre la scolarité en fermant les écoles pendant de longues périodes, en imposant des couvre-feux, en faisant des incursions dans les écoles et en utilisant des balles réelles et des gaz lacrymogènes, en utilisant les écoles à des fins militaires et en incarcérant élèves et professeurs. Pour la deuxième année consécutive, les universités du territoire palestinien occupé sont restées fermées pendant toute la période examinée.

22. Depuis le début de l'Intifada, l'Office s'est attaché à fournir une aide générale aux Palestiniens du territoire occupé, réfugiés et non réfugiés, afin de les protéger tant soit peu de la brutalité des forces d'occupation. L'intervention des fonctionnaires de l'UNRWA a, dans bien des cas, réussi à empêcher l'arrestation de jeunes gens ou à obtenir leur prompte mise en liberté et a permis de réduire les tensions, de prévenir les mauvais traitements et d'aider à l'évacuation des blessés. Bien qu'il incombe au Conseil de sécurité d'assurer la protection des Palestiniens dans le territoire occupé, l'initiative prise par l'Office, dans les limites de son mandat, constitue un acte humanitaire qui ne peut qu'être apprécié et mérite d'être encouragé. La délégation jordanienne assure les fonctionnaires de l'Office de son estime et de son admiration pour les services qu'ils ont rendus dans des circonstances extrêmement difficiles et espère qu'ils seront en mesure de poursuivre leur action aussi longtemps que le besoin s'en fera sentir.

23. Bien que les services dispensés par l'Office se soient améliorés au cours de la période examinée, il faudrait s'efforcer d'en accroître la portée et de continuer à les améliorer. Les activités dans les domaines de l'enseignement et de la santé ont pâti du manque de fonds. Au Liban, l'Office a dû contrôler très strictement les admissions dans les hôpitaux alors que les réfugiés de Palestine avaient, à l'évidence, besoin de soins de santé plus développés.

24. Il est regrettable que l'Office soit contraint de se conformer à des critères de plus en plus stricts en ce qui concerne les cas particulièrement nécessaires; la délégation jordanienne demande à l'Office d'assurer la distribution de rations alimentaires à tous les réfugiés sans exception. Vu la situation économique de la région en général et de la Jordanie en particulier, où la crise économique a été aggravée par le retour d'un grand nombre de travailleurs de la région du Golfe et d'un grand nombre de réfugiés de Palestine, l'Office devrait sérieusement envisager de modifier ses critères en ce qui concerne les cas particulièrement nécessaires et la fourniture d'une aide alimentaire supplémentaire afin d'inclure un plus grand nombre de personnes dans cette catégorie.

(M. Salah, Jordanie)

25. Bien que les efforts faits par l'UNRWA pour améliorer la situation des réfugiés en mettant sur pied des programmes d'auto-assistance soient beaucoup appréciés, ces programmes ne sauraient se substituer aux services dispensés. Aussi longtemps que le problème des réfugiés palestiniens ne sera pas résolu, les services de l'Office seront absolument indispensables.

26. La délégation jordanienne invite instamment tous les membres de la communauté internationale à verser de généreuses contributions tant pour le budget ordinaire que pour les opérations de secours. Si le Commissaire général présentait un rapport très détaillé sur les besoins de l'Office, on pourrait constater la disparité existant entre le montant des fonds nécessaires et le montant des contributions versées. En tant que pays accueillant des réfugiés palestiniens, la Jordanie considère que le Commissaire général devrait dans son rapport annuel exposer brièvement les services fournis par les pays d'accueil afin que la communauté internationale soit mieux informée à cet égard.

27. M. MANSOUR (Observateur de Palestine) réitère l'engagement qu'a pris l'Etat de Palestine et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) de coopérer pleinement avec l'UNRWA.

28. Depuis 1948, le peuple palestinien est victime de l'agression sioniste, encouragée par l'impérialisme. Le terrorisme d'Etat israélien et le terrorisme individuel ont contribué à l'accroissement du nombre des réfugiés palestiniens, qui est de l'ordre de 2,5 millions.

29. L'Intifada, qui se poursuit depuis quatre ans, a imprimé un nouvel élan à la lutte contre l'agression et les crimes barbares commis par la puissance occupante. Les rapports des organisations internationales font état des mesures de répression prises par les autorités israéliennes contre le peuple palestinien sur la terre occupée de l'Etat de Palestine. Dans son rapport (A/45/13), le Commissaire général récapitule aux paragraphes 8 à 13 et 80 à 120 les mesures de répression et les crimes commis par les forces de sécurité israéliennes et le tableau 12 de ce document indique un nombre consternant de blessés civils. Près de 1 300 personnes, dont 300 enfants, ont été tuées, 99 150 blessées et 100 000 incarcérées ou détenues depuis le début de l'Intifada. Ces crimes, et le dernier massacre du 8 octobre 1990 dans l'enceinte du Haram al-Charif, constituent des actes de terrorisme d'Etat et de génocide commis par la puissance occupante contre le peuple palestinien. La communauté internationale est tenue de contraindre Israël à mettre fin à son occupation et d'aider l'Etat de Palestine à assurer sa souveraineté.

30. Au lieu de se conformer aux dispositions de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre ou aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, Israël a renforcé sa brutale répression. Alors que la puissance occupante menace la sécurité du peuple palestinien et tente d'annexer la Palestine occupée, il est indispensable de placer le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, sous la protection de l'Organisation pour une période limitée. Un climat propice à l'instauration d'une paix juste pourrait ainsi être créé. Le Conseil de sécurité doit prendre des mesures concrètes en vertu du Chapitre VII de la Charte pour contraindre Israël à renoncer à créer le "Grand Israël". La première disposition à prendre consisterait à adopter une

(M. Mansour)

résolution prévoyant l'envoi d'une force des Nations Unies dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, afin d'assurer au peuple palestinien la protection internationale dont il a besoin.

31. L'émigration massive des Juifs d'Union soviétique et d'ailleurs, qu'Israël utilise comme prétexte pour évincer les Palestiniens de leur pays, est un nouvel élément inquiétant. Cette émigration découle logiquement du mythe sioniste qui nie l'existence du peuple palestinien et son droit inaliénable à créer un Etat et plus précisément le droit des réfugiés et des personnes déplacées de rentrer dans leurs foyers et de récupérer leurs biens, le droit à l'autodétermination et le droit de former une nation indépendante sous la conduite de l'OLP, seul représentant légitime du peuple palestinien.

32. L'Etat de Palestine a déclaré qu'il était prêt à participer au processus de paix au Moyen-Orient et à rechercher un règlement pacifique sur la base des résolutions pertinentes de l'Organisation, y compris les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité. La Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient doit être convoquée sous les auspices des Nations Unies et avec la participation de toutes les parties au conflit, y compris l'Organisation de libération de la Palestine, sur un pied d'égalité, et des membres permanents du Conseil de sécurité. Il est grand temps que commencent les travaux préparatoires de la Conférence.

33. L'Organisation des Nations Unies, et le Conseil de sécurité en particulier, doivent intensifier leurs efforts en vue de combattre la politique du Gouvernement israélien, fortement encouragée par l'Administration américaine, et qui constitue le principal obstacle à une paix juste.

34. L'Etat de Palestine s'élève à nouveau contre les obstacles qu'oppose Israël au bon fonctionnement de l'Office et réitère son appel pour que l'Office continue à assurer la prestation de tous ses services sur la terre occupée de l'Etat de Palestine et au Liban. L'Etat de Palestine condamne Israël pour son refus de dédommager l'Office pour les déprédations causées à ses locaux par suite de l'invasion israélienne au Liban en 1982 et des pratiques de ce pays dans la Palestine occupée. L'observateur de la Palestine demande de nouveau à l'Office de continuer à émettre des cartes d'identité conformément aux dispositions de la résolution 37/120 I de l'Assemblée générale, et réitère sa condamnation d'Israël pour son refus de coopérer avec le Secrétaire général pour que l'étude de faisabilité fonctionnelle concernant l'Université de Jérusalem "Al Qods" puisse être menée à bien (voir document A/45/530).

35. Le problème des réfugiés palestiniens ne pourra être réglé que lorsque ceux-ci seront rentrés dans leurs foyers et auront récupéré leurs biens. Tant que cette condition ne sera pas remplie, il faudra appuyer tous les efforts visant à assurer à l'Office une situation financière stable.

36. M. FAWZY (Egypte) dit que c'est à cause de la pénible situation du peuple palestinien plongé dans le cauchemar de l'occupation que les opérations de l'UNRWA ont dû se poursuivre, alors que l'Office avait été créé comme une solution purement temporaire en 1948. La détérioration constante de la situation dans la région a

(M. Fawzy, Egypte)

rendu l'Office de plus en plus nécessaire, il a assumé la responsabilité du bien-être de nouvelles générations de réfugiés nés dans les camps et a dû s'acquitter de fonctions d'urgence, en sus des tâches de routine qui lui avaient été confiées lors de sa création. Certains espéraient que la situation du peuple palestinien pourrait s'améliorer et qu'Israël répondrait aux appels lancés par la communauté internationale, mais la réalité a montré que les événements évoluent en sens contraire et que l'oppression, la violence et l'amertume croissent d'année en année.

37. L'Egypte suit avec une profonde préoccupation les mesures arbitraires prises par Israël contre le peuple palestinien, mesures sur lesquelles le rapport du Commissaire général a jeté une lumière nouvelle. Il y a eu des violations des droits de l'homme, des sévices, l'utilisation de gaz lacrymogène et de balles réelles, la destruction d'habitations et l'imposition de châtiments collectifs, toutes pratiques universellement condamnées. Israël s'ingère aussi dans la vie économique du territoire occupé et exerce des pressions économiques sur ses habitants, soit en prenant des mesures directes, soit en internant les soutiens de famille palestiniens.

38. L'aspect le plus grave des pratiques israéliennes en question est la menace qu'elles représentent pour l'avenir du peuple palestinien du fait des entraves à l'enseignement. Les normes se sont détériorées, les autorités d'occupation se sont ingérées pour fixer la durée de l'année scolaire et des élèves et des enseignants ont été internés. En dépit des circonstances difficiles, l'Office tente de fonctionner le mieux qu'il peut et il faut qu'Israël coopère avec lui et respecte son statut juridique.

39. Les souffrances du peuple palestinien ne le détourneront pas de sa lutte et ne détruiront pas ses espérances. Ce peuple lutte, par le biais de la vaillante Intifada, pour l'exercice de ses droits légitimes, au premier rang desquels figure le droit à l'autodétermination sur sa propre terre. La morale de cette noble lutte est que toute occupation doit cesser et que les droits des peuples ne peuvent être déniés.

40. Les événements survenus récemment dans la Jérusalem arabe ont montré qu'il fallait d'urgence créer de nouveaux mécanismes pour assurer la protection du peuple palestinien. Il convient de bien étudier comment les diverses organisations opérant dans le territoire occupé peuvent fournir des informations sur la situation, afin de trouver le moyen d'assurer aux Palestiniens la protection internationale qui leur est nécessaire et d'instaurer un climat propice à des négociations pacifiques entre les parties directement concernées.

41. L'examen des conditions de vie actuelles dans le territoire palestinien occupé n'empêche pas de songer à l'avenir. Tout en lançant un appel à la communauté internationale pour qu'elle augmente son appui à l'Office, la délégation égyptienne espère qu'à l'avenir les services de l'UNRWA ne seront plus nécessaires et que le peuple palestinien pourra alors exercer son droit à l'autodétermination dans son pays indépendant.

42. M. SHIHABI (Arabie saoudite) rappelle que la création de l'UNRWA en 1948 était une mesure temporaire qui devait permettre à la communauté internationale d'assumer une part de sa responsabilité à l'égard du peuple de Palestine, privé d'une partie de sa patrie. La situation n'a pas changé et la communauté internationale est toujours incapable d'assurer au peuple palestinien l'exercice de ses droits.

43. Il est particulièrement douloureux de voir que la tragédie du peuple palestinien est exploitée par des envahisseurs sans scrupule faisant partie du monde arabe. De tels actes, qui finiront par amener la destruction de ce monde, sont désastreux pour la cause palestinienne. Le Gouvernement saoudien est certain que le peuple palestinien verra où est la vérité, malgré les slogans fallacieux. Le crime que le régime iraquien a commis en envahissant l'Etat frère du Koweït, pays arabe qui avait accueilli de nombreux Palestiniens, a détourné l'attention des droits des Palestiniens. L'une des premières conséquences de l'invasion a été de provoquer un nouvel exode de Palestiniens, l'agression iraquienne contre le Koweït les ayant privés de leurs moyens d'existence.

44. Le nombre des réfugiés enregistrés auprès de l'UNRWA a considérablement augmenté au cours des 40 dernières années, ce qui témoigne d'une grande tragédie humaine. Pendant ce temps, le nombre des réfugiés a continué d'augmenter avec l'arrivée d'immigrants d'Europe orientale. La communauté internationale ne doit plus tolérer une telle situation.

45. Les autorités israéliennes continuent de chercher à exacerber l'affrontement avec l'Office, dans le cadre de la campagne qu'elles mènent contre le peuple palestinien. Une telle politique ne fait qu'ajouter à la souffrance de la population concernée. Le rapport du Commissaire général (A/45/13), bien qu'il ne donne pas tous les détails, mentionne le nombre des personnes traitées par les services médicaux de l'Office, dont beaucoup ont été victimes des comportements arbitraires et des crimes perpétrés par les autorités et par des juifs armés. Les chiffres effrayants cités dans ce rapport montrent la tournure inquiétante que risquent de prendre ces événements. La délégation saoudienne se demande comment les autorités israéliennes, qui ont tué 24 enfants âgés de moins de 5 ans, peuvent manifester un tel mépris à l'égard des principes humanitaires les plus élémentaires.

46. Le ton du rapport du Commissaire général (A/45/13) est très modéré par crainte de représailles de la part des autorités israéliennes contre l'Office et ses programmes. La délégation saoudienne demande instamment à la communauté internationale de prendre des mesures plus énergiques contre de telles pratiques et d'appuyer la grande mission humanitaire de l'Office.

47. L'Arabie saoudite remercie le Secrétaire général de son appui à l'Office et de son action, et sait qu'il redoublera d'efforts pour protéger l'UNRWA et dénoncer les dangers que les pratiques israéliennes posent pour la sécurité et la stabilité dans les territoires occupés et pour la population qui y vit.

48. M. TALAT (Iraq) soulevant un point d'ordre, dit que le représentant de l'Arabie saoudite doit parler uniquement au point de l'ordre du jour examiné et non de la situation entre l'Iraq et le Koweït.

49. M. GUVEN (Turquie) dit que le point à l'étude ne peut être dissocié du contexte politique dans lequel l'UNRWA exécute ses activités depuis plus de quatre décennies. La question de Palestine est au centre des problèmes qui se sont posés à l'UNRWA et ces problèmes ne pourront cesser que lorsque tous les territoires arabes occupés seront rendus à leurs propriétaires légitimes. L'Office n'est pas en soi une solution aux problèmes causés par la situation au Moyen-Orient, il n'est qu'un instrument créé par la communauté internationale afin d'assumer la responsabilité collective qui lui incombe d'alléger les souffrances des réfugiés palestiniens en attendant un règlement politique du problème. Cette responsabilité n'est diminuée en rien par l'incapacité de l'Office d'éliminer les causes profondes de la situation.

50. Il ressort du rapport du Commissaire général (A/45/13) que les sévères mesures de répression et les violations des droits de l'homme dont les autorités israéliennes sont responsables dans les territoires occupés continuent d'empêcher l'Office de s'acquitter pleinement de son mandat envers les réfugiés palestiniens auxquels il doit venir en aide. Les difficultés que rencontre l'UNRWA sont dues à de nombreuses causes : nécessité de fournir une assistance médicale d'urgence à plus de 20 000 Palestiniens victimes de sévices ou d'inhalation de gaz lacrimogène, dégâts matériels, démolition et apposition de scellés sur les habitations et perturbation de l'enseignement du fait des fréquentes injonctions ordonnant la fermeture des écoles. Le Gouvernement israélien doit répondre aux appels lancés par la communauté internationale et reconnaître la responsabilité qui lui incombe de protéger les réfugiés palestiniens.

51. Le fait que les autorités israéliennes ne respectent pas les privilèges et immunités de l'Office et veulent prendre le contrôle de ses opérations est tout aussi inacceptable. Une telle attitude constitue une menace potentielle pour la sécurité du personnel de l'UNRWA. Le flux croissant de réfugiés palestiniens revenant des pays - à l'exception de la Jordanie et la République arabe syrienne - où ils travaillaient, en particulier les Etats du Golfe, exige beaucoup de l'Office au plan des services de santé et de la protection sociale. Ce fardeau est aggravé par la détérioration de la situation économique dans la région et par la crise du Golfe.

52. En tant que membre du Groupe de travail sur le financement de l'UNRWA, qui est présidé par la Turquie, M. Guven voudrait formuler certaines observations au sujet de la situation financière de l'Office. L'Office fournit une assistance à plus de 2 millions de personnes dans les domaines de l'éducation, de la santé, des secours d'urgence et des services sociaux, en dépit de son modeste budget de 224 millions de dollars. M. Guven félicite le Commissaire général et le personnel de l'UNRWA qui utilisent de manière optimale ces moyens limités et souligne que la tâche de l'Office doit être considérée comme la responsabilité commune de tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies. Les gouvernements qui versent une contribution - moins de la moitié des Membres de l'Organisation - devraient s'efforcer d'accroître le montant de leur contribution. Des contributions additionnelles pour l'appui aux programmes d'urgence de l'Office seraient aussi des plus utiles. M. Guven espère que les gouvernements étudieront le rapport du Groupe de travail (A/45/550) avant de fixer le montant de leur contribution pour 1991.

53. M. TRAXLER (Italie), parlant au nom de la Communauté européenne et de ses Etats membres, dit que tant qu'un règlement politique global du conflit arabo-israélien ne sera pas intervenu, l'UNRWA continuera de jouer un rôle essentiel dans le règlement du problème palestinien, en fournissant des services dans les domaines de l'éducation, de la santé, des secours d'urgence et de l'assistance sociale de base. Il félicite le Commissaire général pour ses efforts et pour son rapport impartial (A/45/13). Il note avec regret que la situation politique et économique dans la région ne s'est pas améliorée. En particulier, l'instabilité dans les territoires occupés et au Liban a aggravé la situation économique et rendu plus difficile la tâche de l'Office. Les événements tragiques survenus à Jérusalem le 8 octobre 1990 ont montré que les autorités israéliennes continuaient d'appliquer des mesures répressives et de violer les droits de l'homme. Les statistiques citées dans le rapport du Commissaire général sur l'utilisation des dispensaires de l'Office par les Palestiniens qui ont besoin de soins médicaux d'urgence du fait de telles mesures montrent le rôle essentiel que joue l'Office en matière de soins de santé et d'assistance.

54. Les dégâts matériels, la démolition et l'apposition de scellés sur les abris et les habitations ainsi que l'internement de nombreuses personnes sont d'autres exemples des mesures très sévères appliquées par les autorités israéliennes dans les territoires occupés. Les écoles des territoires de la Rive occidentale ont rouvert leurs portes en juillet 1989, mais les grèves et la fermeture de certaines écoles sur l'ordre des autorités israéliennes ont gravement perturbé l'enseignement. La fourniture d'un enseignement adéquat aux 135 000 jeunes Palestiniens vivant dans les territoires occupés continue par conséquent de poser un problème qui préoccupe fortement l'Office. La délégation italienne loue, à cet égard, les efforts de l'Office, ainsi que son programme qui vise à promouvoir les projets générateurs de revenus en vue d'aider les familles de réfugiés à devenir économiquement indépendantes.

55. La délégation italienne est préoccupée par le fait que les autorités israéliennes ne respectent pas les droits, les privilèges et les immunités de l'Office et l'empêchent de s'acquitter efficacement de ses fonctions. Les mesures administratives qui entravent les opérations de l'Office, notamment la multiplication des démarches et les pertes de temps résultant de l'obligation d'obtenir des autorisations pour exécuter les activités qui lui incombent sont inacceptables. Les violations de domicile, décrites dans le rapport du Commissaire général, doivent être aussi vivement condamnées.

56. M. Traxler note avec satisfaction que malgré les graves problèmes que connaît le Liban, l'Office s'est acquitté normalement de ses fonctions et a fourni une importante assistance d'urgence. La sécurité du personnel de l'UNRWA face aux menaces, à la violence physique et aux risques d'enlèvement est un sujet de préoccupation. La délégation italienne se félicite du fait que, grâce à ses ressources, l'Office a pu continuer de faire bénéficier l'ensemble de la communauté palestinienne, et non seulement les réfugiés enregistrés, d'une assistance d'urgence et de ses programmes ordinaires.

57. La base de financement restreinte de l'Office affecte particulièrement ses programmes d'urgence. A cause des événements du Golfe, l'UNRWA doit actuellement

/...

(M. Traxler, Italie)

répondre à des demandes d'assistance supplémentaires dues à la perte des fonds que les Palestiniens travaillant au Koweït envoyaient auparavant à leur famille vivant dans la zone où opère l'Office. Tout en appréciant pleinement les services fort utiles fournis par les gouvernements hôtes aux réfugiés palestiniens, M. Traxler note que ce sont les pays occidentaux qui assurent la majeure partie du financement de l'Office.

58. La Communauté européenne arrive au second rang des donateurs les plus importants (20 %), mais si l'on ajoute à sa contribution celles de ses Etats membres, la Communauté est le principal donateur (43 %). En outre, la Communauté européenne a décidé d'accroître sa contribution annuelle au programme de l'UNRWA dans le domaine de l'éducation, de la santé et de l'alimentation. Cette contribution, à laquelle s'ajoutent celles fournies par les Etats membres à titre individuel, s'élève à quelque 173 millions de dollars pour la période 1990-1992. En outre, la Commission européenne a décidé d'apporter au peuple palestinien en 1990 une assistance d'urgence de 1,7 million de dollars environ.

59. L'UNRWA reste nécessaire sur le plan politique et militaire tant que le conflit arabo-israélien n'est pas réglé. La délégation italienne appuie le principe de la convocation d'une Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Entre-temps, la Communauté européenne et ses Etats membres continueront d'appuyer l'UNRWA politiquement et financièrement et ils encouragent les autres Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies à se joindre à eux dans cet effort.

60. M. FIGUEROA (Chili) déplore la situation de plus en plus tragique dans laquelle se trouvent 2,5 millions de personnes soumises à des décisions politiques totalement indépendantes de leur volonté. Le rapport du Commissaire général indique que cette situation a nécessité un accroissement important des programmes de l'UNRWA en vue de répondre aux besoins de plus en plus importants des réfugiés palestiniens. Cependant, ces nouveaux efforts n'ont pas bénéficié d'une argumentation correspondante des ressources budgétaires.

61. Le rapport fait également état des difficultés résultant de la destruction des installations de l'UNRWA et des dommages causés à ces installations du fait du conflit, des dégâts matériels causés intentionnellement aux biens de la population, de l'imposition de couvre-feux et de la détention provisoire de particuliers. La prolongation du conflit dans les territoires occupés a créé un climat politique et social instable qui paralyse l'économie et affaiblit la structure sociale. M. Figueroa déplore la détention et l'internement arbitraires, sans inculpation, de membres du personnel de l'UNRWA dans les territoires occupés, en violation du paragraphe 2 de l'Article 105 de la Charte. Les autorités d'occupation devraient se préoccuper particulièrement d'assurer la sécurité du personnel de l'UNRWA.

62. La détérioration de la situation budgétaire de l'Office due à la diminution des contributions des pays donateurs est inquiétante, car l'Office doit répondre à des besoins de plus en plus importants. En 1990, les activités d'urgence qui ont dû être entreprises du fait de l'accroissement des hostilités dans la région ont

(M. Figueroa, Chili)

entraîné un déficit important. Il est par conséquent essentiel que les pays donateurs maintiennent leurs contributions à leur niveau actuel ou, si possible, les augmentent.

63. Les principaux programmes de l'UNRWA ont été exécutés dans des conditions particulièrement difficiles. En outre, l'Office a fourni des secours d'urgence pendant le soulèvement palestinien dans les territoires occupés. Le succès de ces efforts témoigne de l'efficacité et du dévouement exemplaires de l'Office.

64. Le destin du peuple palestinien et la stabilité des pays de la région sont étroitement liés à un règlement juste et durable de la question de Palestine. Un tel règlement devrait intervenir grâce à l'application des résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité. A ces fins, M. Figueroa appuie la convocation d'une conférence internationale de la paix sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, avec la participation sur un pied d'égalité des membres permanents du Conseil de sécurité et de toutes les parties au conflit.

La séance est levée à 12 h 45.